

VILLE DE BAGNOLS-SUR-CÈZE

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 5 octobre 2019

PROCÈS-VERBAL

Date d'envoi des convocations
et de l'Ordre du jour du Conseil municipal : 16 septembre 2019
Nombre de Conseillers municipaux : 33
Nombre de Conseillers municipaux présents : 24
Nombre de Conseillers municipaux absents
ayant donné procuration : 6
Nombre de Conseillers municipaux absents : 3

L'an deux mille dix-neuf, le 5 octobre à 10 heures, le Conseil municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle de réunion de la Maison de l'Entreprise, sous la Présidence de Monsieur Jean-Yves **CHAPELET**, Maire.

Conseillers municipaux présents : Jean-Yves **CHAPELET**, Denis **RIEU**, Emmanuelle **CREPIEUX**, Ghislaine **COURBEY**, Monique **GRAZIANO-BAYLE**, Vincent **POUTIER**, Ghislaine **PAGES**, Rémy **SALGUES**, Catherine **EYSSERIC**, Karine **GARDY**, Raymond **MASSE**, Ali **Ouatizerga**, Laurence **VOIGNIER**, Christian **SUAU**, Aldjia **SAIDIA**, François **PENCHENIER**, Christine **MUCCIO**, Philippe **BERTHOMIEU**, Carole **BRESCHET**, Serge **ROUQUAIROL**, Claudine **PRAT**, Yvette **ORTIZ**, Claude **ROUX**, Jean-Pierre **NAVARRO**

Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : Maxime **COUSTON** procuration à M. Graziano-Bayle, Michel **CEGIELSKI** procuration à J-Y Chapelet, Jean Christian **REY** procuration à P. Berthomieu, Anthony **CELLIER** procuration à A. Ouatizerga, Murielle **ISNARD** procuration à G. Pages, Christian **ROUX** procuration à C. Prat

Conseillers municipaux absents : Stéphane **PEREZ**, Anne-Marie **AYMERIC**, Michel **AYMERIC**

Secrétaire de séance : Catherine **EYSSERIC**

Jean-Yves CHAPELET : Comme vous avez pu le constater ce Conseil commence à 9 heures, soit 1 heure plus tôt. Pourquoi 9 heures ? Parce que je ne suis plus maire jusqu'à ce soir et que j'ai remis tout à l'heure, symboliquement, les clefs de la ville à Florence MESEGUER, Présidente de l'association des commerçants pour la journée des Médiévales. Elle est en train de mettre cette journée en place et je pense que ce sera une grande réussite. Le temps s'y prêtant, je vous invite tous à aller y passer un moment.

Je vous propose de rajouter une question sur un vœu concernant la DDFIP de l'antenne de Bagnols qui subit quelques perturbations en ce moment.

Mais tout d'abord, nous allons rendre un double hommage, suivi d'une minute de silence.

Un hommage au Président Jacques Chirac qui nous a quittés et je remercie tous les élus présents lors de l'organisation, lundi dernier, de cette minute de silence en sa mémoire et un hommage aux victimes de l'attentat perpétré à la Préfecture de Paris et qui n'a pas fini de faire couler de l'encre.

Merci.

Question n° : **01**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Approbation des procès-verbaux des séances du 16 février et 13 avril 2019**

Y-a-t-il des remarques ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des abstentions ? Non. Des oppositions ? Non.

Les procès-verbaux sont adoptés à l'unanimité.

Question n° : **02**

Rapporteur : **M. CHAPELET**

Objet : **Budget supplémentaire 2019**

1/Note synthétique de présentation :

Le budget primitif 2019 a été voté en décembre 2018 alors que les comptes de l'exercice 2018 n'étaient pas clôturés.

L'approbation d'un budget supplémentaire est donc nécessaire afin d'effectuer :

- la reprise des résultats constatés à la clôture de l'exercice précédent
 - *résultat de la section de fonctionnement après affectation*
 - *résultat de la section d'investissement*
- les reports en section d'investissement des dépenses et des recettes engagées lors de l'exercice précédent mais non réalisées,
- un rééquilibrage de certaines lignes budgétaires du budget de l'exercice 2019.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 24 septembre 2019.

Jean-Yves Chapelet : La question n° 2 concernant le budget supplémentaire devait être présentée par M. Cegielski mais celui-ci étant absent, je vais vous la présenter.

Je rappelle la différence entre une DM et un BS. Dans un BS on réintègre l'excédent de l'année précédente, qui comme nous l'avons constaté tous ensemble, s'élève à 330 350 euros.

Ensuite, vous avez dans la partie recettes toute une série de rentrées supplémentaires. Ce qu'il faut voir en dehors des chiffres qui sont annoncés, c'est l'exactitude de nos prévisions car en votant le budget fin décembre, nous sommes obligés de faire une prospective sur les recettes à venir.

Je voudrais remercier à ce titre M. Cegielski, Mme la directrice des finances et Mme la DGS parce qu'en fin de compte c'est là que nous voyons si un budget est sincère ou insincère et là en l'occurrence, vous voyez que le peu d'écart entre le prévisionnel et ce qui nous a été réellement notifié, nous sommes à l'épsilon près.

Sur la partie dépenses quelques imprévus : nous avons les assurances qui correspondent à l'ouverture des plis, le balayage et le nettoyage des rues, c'est la révision du contrat qui est fortement indexé sur le prix du carburant, « Le musée prend l'air » qui n'était pas prévu, les animations des Escanaux, elles n'étaient pas prévues car nous ne savions pas si nous aurions les financements, il se trouve que nous avons eu les financements, la subvention du CCAS je ne sais pas si on l'utilisera car nous avons une personne qui quitte le CCAS pour se rapprocher de son lieu de résidence qui est à Alès et donc, je pense que nous n'aurons pas besoin de cette enveloppe d'ici la fin de l'année, la subvention du FISAC qui elle est

redistribuée à l'association des commerçants, à la Chambre des métiers et à tous nos partenaires sociaux, les spectacles du Mont-Cotton. A l'époque nous avons mis 50 000 euros mais nous ne savions pas quelles têtes d'affiche nous allions avoir, les Ceztivalles on ne connaissait pas à l'époque notre excédent de ce fait nous avons mis le minimum mais avec un excédent de 330 500 € nous avons monté en puissance la programmation des Ceztivalles, les réparations d'un mur de soutènement, les provisions, l'annulation sur les titres antérieurs, comme cela vous a été expliqué en Commission, ce n'est que momentanément, elles seront rééditées. Donc, 50 000 € de provisions, 12 500 € de dépenses imprévues, même si la fin de l'année se profile devant nous, en termes de fonctionnement on peut toujours avoir quelques surprises. Ce qui nous fait un total de 428 205 € euros en dépenses de fonctionnement et bien sûr la même chose en recettes.

Si on regarde les investissements, nous avons déjà 2 500 000 euros d'autofinancement. Donc là, on rajoute 15 385 euros même si c'est anecdotique c'est pas mal, le capital d'emprunt vous avez un petit écart qui n'est pas méchant, les amendes de police nous ne les avons pas budgétisées car au titre de la loi de finances 2018 on ne savait pas comment elles allaient nous être versées et la bonne surprise c'est qu'elles nous ont été versées sur un montant de 190 770 €. Je rappelle que les amendes de police servent principalement à la sécurité routière et donc toute la partie travaux de voirie a été prise sur ces amendes de police.

Voilà pour les gros chiffres et si je vais jusqu'à la place de la vierge pour laquelle les travaux ont commencé et qui sera finie pour l'inauguration de l'église, le BAMA SMEG, je remercie les services et Mme Graziano qui ont travaillé d'un commun accord avec le SMEG ce qui nous a permis d'obtenir une recette de 44 100 € pour une dépense de 29 000 € ce qui correspond à l'enfouissement des réseaux du futur aménagement foncier de BAMA au Fangas, le lancement de l'opération d'aménagement de la place Léon-Jouhaux pour un montant total de 1 110 000 euros sur lequel nous avons budgétisé 10% du budget. Je rappelle que le montant de la DPV est de 621 000 euros et d'autre part, nous avons reçu une bonne nouvelle du côté de la Région avec la réception d'une notification dont je vous donnerai le montant plus tard. La maternelle Jean-Jaurès il s'agit de l'achat de mobilier mais c'est important car c'est suite à une ouverture de classe, la cour de l'école Jules-Ferry, je partage la même vision avec Mme Pages, c'est-à-dire que la cour était devenue quasiment impraticable à cause des racines d'arbres entre autres, le PPMS est une action que nous avons engagée sur plusieurs années dans toutes les écoles. Nous sommes en train de les équiper d'un système d'alarme moderne. Les premiers essais notamment à Jules-Ferry sont satisfaisants. Les enseignants ont l'air d'être satisfaits, les techniciens de la mairie sont satisfaits parce que c'est un matériel fiable donc je pense qu'on va pouvoir continuer à les déployer. L'Inspection Académique qui m'a valu tant de travail cet été, tant de coups de gueules mais enfin nous y sommes arrivés et surtout ce qui est important c'est de voir que l'État avec la DPV a fait la même analyse que nous et nous a subventionnés à hauteur de 75 000 € sur une dépense de 82 800 €, croyez-moi ça fait du bien. Comme quoi quand on travaille dans le bon sens avec l'État on arrive à obtenir des subventions importantes et je les remercie. L'église avec 200 870 € en dépenses mais Mme Graziano nous expliquera plus loin les 268 285 € de recettes qui proviennent du Diocèse. Ce qui nous fait une section investissement en recettes et en dépenses de 655 640 euros.

Je passe maintenant aux autres budgets en particulier celui de l'eau et de l'assainissement. Regardez-les bien parce que c'est la dernière que nous votons dessus. Avant de perdre ces budgets, je voulais juste rappeler le nombre de débats que nous avons pu avoir dans cette assemblée depuis mon élection et bien au-delà avec mon prédécesseur. On se souviendra de nos débats passionnés autour de ces budgets. Sinon rien de particulier à signaler, on reprend les excédents en dépenses, on les remet, c'est presque de l'écriture quasiment automatique. Sur le budget de la zone du Berret, il nous reste toujours 1 terrain mais un des voisins est très intéressé et donc si tout se confirme comme je le crois on ne devrait plus trop avoir à s'en occuper dans les mois à venir.

Serge Rouquairol : Merci M. le Maire. Premièrement c'est hors sujet de la deuxième question mais à la communauté d'agglomération nous sommes avec des eco-cups et carafes pour boire un coup pendant le déroulé des débats donc je vous suggère que nous nous mettions à l'heure de cette écologie active et réelle.

Jean-Yves Chapelet : Si vous en êtes d'accord on fera comme pour le budget eau et assainissement. Vous les regardez bien c'est la dernière fois.

Serge Rouquairol : C'est la dernière fois on est d'accord. Deuxième partie de mon intervention, vous l'avez dit vous-même, première DM mais en intégrant l'excédent donc BS et qui dit BS se rapportant au BP, nous avons voté contre le BP donc je vous demanderai si vous le voulez bien de présenter au vote séparément le BS que constitue cette première DM et les autres budgets afin que nous puissions exercer correctement notre appréciation. Ensuite, quelques commentaires bien que cela nous ait été très clairement présenté en commission donc je ne reviendrai que sur quelques aspects. Je m'étais inquiété du fait que, mais c'est normal les choses évoluent en matière de comptabilité publique comme dans bien des domaines, je m'étais inquiété du fait que l'aménagement du parc Rimbaud n'ait pas été passé en dépenses de fonctionnement, il m'a été rappelé que depuis quelques temps même sur les dépenses de fonctionnement on avait la possibilité de récupérer la TVA donc mon inquiétude était sans objet. Deuxièmement, sur les dépenses imprévues, c'est tout à fait légitime de se réserver une poire pour la soif même si elle diminue à l'approche de la fin de l'exercice budgétaire. Un autre commentaire concernant les produits des amendes de polices dont il nous a été précisé que ce n'était pas les amendes de police récupérées sur la commune de Bagnols mais que c'était une distribution par la préfectorale de l'ensemble des amendes de police récupérées sur le département et d'autre part que le produit de ces amendes de police venait directement à des travaux de voirie ce qui justifie tout ce qui va de la montée des Oliviers jusqu'au chemin de Lagaraud en intégrant la placette rue du Chien si mes souvenirs sont bons, le reste relevant d'autres postes d'investissements. Personnellement, comme enseignant puis comme ancien client, si je puis dire, de l'Inspection Académique comme parent d'élèves, je me félicite du fait que l'institution se soit rendue à votre raisonnement et qu'elle ait suivi un déménagement profitable à tous et que ce soit accompagné d'une subvention de l'État non négligeable, de l'ordre de 85 à 90%. C'est vraiment significatif. Autre chose intéressante, ce sont les dépenses de l'ouverture d'une autre classe et les dépenses liées à la place de la vierge pour avoir sur la restauration de l'église un ensemble complet, un ensemble on ne peut pas dire parfait parce que la

perfection n'étant pas de ce monde surtout en matière d'intercession avec le ciel mais néanmoins ce sera quelque chose à la satisfaction du public bagnolais paroissial ou non paroissial. Voilà pour mon commentaire, néanmoins en dépit des appréciations positives que je porte, pour rester en cohérence avec notre vote sur le budget primitif, notre groupe votera contre le budget supplémentaire tout en soulignant les aspects qui restent néanmoins très très proches de ce qu'est une décision modificative, c'est-à-dire essentiellement des jeux d'écritures et de compléments mais nous restons dans la cohésion de notre démarche. Je vous remercie.

Jean-Pierre Navarro : Bonjour tout le monde. J'ai bien écouté avec attention M. Rouquairol qui a déjà été aux affaires et qui a le sens de l'analyse et j'apprécie son analyse. Quand je suis arrivé au conseil j'avais décidé, mais je suis revenu sur ma décision, de ne pas être dans l'opposition mais dans la concertation mais *de fil en aiguille* les problèmes s'étant accumulés, les interdits contre moi, vous m'avez refoulé dans l'opposition. Je suivrai la démarche de M. Rouquairol puisque j'ai déjà voté contre pour la première fois alors que je votais pour ou que je m'abstenais mais cette fois-ci à mon corps défendant, je voterai contre pour des sommes minimales qui paraissent ridicules mais c'est histoire de marquer un peu la position où vous m'avez envoyé.

Catherine Eysseric : Juste pour confirmer que la Région intervient dans le volet politique de la ville maintenant de façon plus prégnante qu'auparavant à la fois sur le fonctionnement mais aussi sur des projets d'investissement et donc du coup sur la place Léon-Jouhaux si mes données sont bonnes ce sont 120 000 euros qui seront votés à la Région pour cette réalisation d'investissement. Je pense que c'est très important pour notre ville que ce renouvellement urbain soit effectif dans tous les quartiers sensibles. C'est un acte de solidarité, de priorisation que de renouveler ces endroits de la ville qui en ont besoin.

Serge Rouquairol : C'est la dernière fois que nous aurons ce sujet et c'est la dernière fois que je ferai cette intervention. J'appelle notre assemblée à relayer la position que j'ai exprimée publiquement au conseil d'agglomération, cette position que j'ai fait connaître plusieurs fois qui n'est pas une position de technicien, qui n'est pas une position de connaisseur des problématiques de détails mais c'est la 30^{ème} année que j'exerce un mandat au service des Bagnolais comme conseiller municipal et les problèmes liés à notre alimentation d'eau deviennent de plus en plus importants avec des restrictions décidées par M. le Préfet qui sont au combien légitimes, avec des gênes, avec des obligations d'aller dans le forage profond pour venir renforcer l'alimentation, pour venir la sécuriser et de tous mes vœux j'appelle à ce que les institutions que représentent les conseils municipaux des communes concernées, le conseil d'agglomération, le conseil départemental arrivent à déboucher sur l'élection d'une personne de sagesse, de compétences, d'une personne d'universalité qui prenne en charge le dossier de la possibilité d'alimenter en eau du Rhône les communes qui en sont proches, voire qui sont un peu plus éloignées mais pour lesquelles la solution serait techniquement envisageable. C'est une activité de rassemblement des compétences, des études, c'est une activité de lobbying, c'est une activité d'échanges avec les plus hauts responsables de l'État mais c'est une activité qui contient l'avenir pour nos communes. Deux nappes qui viennent alimenter nos communes, une nappe qui vient des Alpes et une nappe que l'on connaît qui vient de nos Cévennes mais je crois qu'une ressource complémentaire à partir du Rhône serait une garantie de pérennité et je crois qu'il n'y aura jamais trop

d'interventions d'institutions comme les nôtres qui sont portées à la réflexion qui sont par définition portées vers la prospective pour qu'un choix un jour de ce type intervienne et que ce choix soit une solution d'avenir pour notre micro région. C'est la dernière fois que j'interviens sur ce sujet mais c'est un souhait important que j'aimerais partager par notre conseil. On peut chercher, il n'est pas dit que nous trouverons, nous pouvons chercher et nous pouvons aller dans ce sens-là et je pense que c'est une solution d'avenir. Merci de m'avoir écouté.

Jean-Yves Chapelet : Merci. Je mets la question au vote.

Budget principal : adopté à la majorité : 5 oppositions (S. Rouquairol, Y. Ortiz, C. Prat, Ch. ROUX procuration à C. Prat, J-P Navarro) – **1 abstention** (Cl. Roux)

II - Budget Assainissement : adopté à l'unanimité

III - Budget Eau : adopté à l'unanimité

IV - Budget Zones d'activités : adopté à l'unanimité

V - Budget de la Caisse des Ecoles : adopté à l'unanimité

Question n° : **03**

Rapporteur : **R. SALGUES**

Objet : **LOGIS CEVENOLS : réaménagement de garanties d'emprunts**

LOGIS CEVENOLS a accepté le réaménagement de deux lignes de prêts n° 1224929 et n° 5225212 contractés auprès de la Caisse des Dépôts (CDC) et garantis par la commune à hauteur de 50 %. Le montant de ce réaménagement n'occasionne pas de modification de l'encours global.

Les modifications des caractéristiques financières des prêts initiaux sont les suivantes :

- durée résiduelle à date de valeur
- l'index et la marge sur index
- taux de progressivité des échéances
- modalité de révision
- date de la prochaine échéance
- les conditions de remboursement anticipé volontaire

La Caisse des dépôts demande au garant de délibérer sur ces nouvelles caractéristiques financières découlant du réaménagement.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 24 septembre 2019.

Jean-Pierre Navarro : Monsieur le Maire, ma position à toujours était claire là-dessus. Ce sont des entreprises qui ont une bonne trésorerie alors que nous avons eu de gros problèmes, je vous ai vu vous battre comme un diable dans un bûcher pour en sortir. Personne ne nous cautionnerait si nous partions en cavalerie par exemple. Je ne vois pas pourquoi nous irions cautionner des entreprises qui ont une bonne trésorerie. Je ne comprends pas, nous ne leur devons rien, ils ne nous doivent rien.

Claude Roux : J'ai toujours voté contre ce genre de chose mais quand ça va dans le bon sens pour réduire des frais il n'y a pas de raison de s'y opposer donc je voterai pour.

Jean-Yves Chapelet : Merci. Il s'agit d'un réaménagement de garantie donc ce n'est pas des dépenses supplémentaires, c'est justement pour en avoir en moins.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? **1 abstention** (JP NAVARRO)

La question n° 3 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **04**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Convention de mise à disposition d'un agent municipal auprès du club sportif
« Football Club Bagnols-Pont »**

1/Note synthétique de présentation :

Il est proposé de mettre à disposition auprès du club sportif « Football Club Bagnols-Pont » un employé municipal pour l'entraînement des jeunes le mercredi de 13 heures à 17 heures pour la période du 2 septembre 2019 au 13 juin 2020 hors périodes scolaires et d'autoriser Monsieur le Maire à signer les conventions à intervenir.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 24 septembre 2019.

Jean-Yves Chapelet : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 4 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **05**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Création d'une activité accessoire**

1/Note synthétique de présentation :

Dans le cadre d'un surcroît d'activité et de la nécessité de traiter des dossiers d'urbanisme nécessitant des connaissances juridiques, il est proposé de créer une activité accessoire pour le suivi et la rédaction d'actes juridiques d'urbanisme.

La mission sera assurée par un agent de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien ayant les compétences requises.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 24 septembre 2019.

Claudine Prat : Simplement pour avoir une petite explication complémentaire sur le fonctionnement de cette activité. Pourquoi c'est une création ? Cela veut-il dire qu'auparavant la municipalité n'exerçait pas cette pratique ?

Jean-Yves Chapelet : On l'exerce croyez-moi. C'est quelque chose qui au service urbanisme est conséquent. La réalité c'est que depuis le départ d'une personne dont je ne citerai pas le nom mais que tout le monde connaissait, nous avons eu une succession de personnes ce qui a pour conséquence un certain retard sur l'activité normale du service de l'urbanisme. Les dossiers se sont accumulés et ce sont toujours des dossiers qui sont un peu pénibles car ils nécessitent beaucoup d'actes notariés et de recherches. Il se trouve que nous avons quelqu'un à l'agglomération qui est vraiment dans cette optique. Vous savez c'est un métier qui ne s'invente pas, c'est un métier j'allais dire à part entière. De ce fait, on lui propose une activité accessoire pour rattraper tous ces dossiers qui traînent et dont certains sont antérieurs à 2008 et qu'il faut épurer. Le but d'une activité accessoire c'est qu'elle s'inscrit dans le temps mais elle a un début et une fin.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 5 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **06**

Rapporteur : **R. MASSE**

Objet : « **Harmonie Les Inséparables** » : attribution d'une subvention

1/Note synthétique de présentation :

La ville a souhaité célébrer les 75 ans de la Libération de Bagnols-sur-Cèze et du départ du commando Vigan-Braquet, le dimanche 1^{er} septembre 2019.

Un moment de recueillement a eu lieu au square Robert-Desnos où se trouve la stèle à la mémoire du Général Georges Vigan-Braquet et des volontaires du commando Vigan-Braquet et au square Joseph-Thome.

Sur la place Auguste-Mallet, un hommage solennel a été rendu par la Municipalité et par les associations des Anciens Combattants.

« Harmonie Les Inséparables » était invitée à se produire pour interpréter des intermèdes musicaux entre les prises de parole.

Le chef d'orchestre de l'Harmonie sollicite de la Ville de Bagnols-sur-Cèze une subvention pour faire face aux frais occasionnés lors des répétitions et pour l'achat des partitions de musique.

Il est proposé d'attribuer une subvention de 300 € à « Harmonie Les Inséparables ».

Question présentée aux Commissions éducation, sport et culture et des moyens généraux du 24 septembre 2019.

Jean-Yves Chapelet : C'était un moment émouvant et j'ai même pendant la prise de paroles eu quelques trémolos dans la voix. Je voulais vous remercier tout particulièrement M. Masse, remercier tous les exposants des anciens véhicules, remercier le nouveau président de l'association qui est très motivé et qui m'a fait une offre de service pour impliquer davantage l'association dans la vie de la Mairie et à ces moments cérémonieux.

Serge ROUQUAIROL : Il nous est arrivé de les appeler parfois Les Insupportables. Je plaisante mais ceci dit c'est une des plus anciennes associations de Bagnols-sur-Cèze. Elle est vraiment à soutenir parce qu'elle reflète une tradition centenaire.

Jean-Yves CHAPEPET : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 6 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **07**

Rapporteur : **G. PAGES**

Objet : **Club sportif et artistique du 1^{er} Régiment étranger de génie pour le financement de la création d'un « Centre des Cadets de la Défense »**

1/Note synthétique de présentation :

Le 1^{er} Régiment étranger de génie souhaite ouvrir un « Centre des Cadets de la Défense » à l'automne 2019.

Ce projet entre dans le cadre du plan « égalité des chances » créé en 2017 par le Ministère des Armées en coopération avec le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse.

Le « Centre des Cadets de la Défense » accueillera des jeunes de 16 à 18 ans, hors temps scolaire, en recherchant la parité garçon/fille, d'octobre 2019 à mai 2020.

Quatre établissements scolaires gardois participent à ce projet : le lycée privé Sainte-Marie et le lycée Albert-Einstein de Bagnols-sur-Cèze, le lycée privé Louis-Pasteur de la Grand-Combe et le lycée Jean-Vilar de Villeneuve-lez-Avignon.

Les objectifs sont les suivants :

- développer le sens de la citoyenneté et le partage des valeurs de la République (l'engagement citoyen, la sensibilisation aux premiers secours...),
- promouvoir la communauté de défense et faire vivre le lien Armées-Nation,
- développer le civisme en transmettant les valeurs collectives (activités ludiques, sportives, culturelles, de cohésion et d'esprit d'équipe...).

Il est proposé d'attribuer une subvention de 500 € au Club sportif et artistique du 1^{er} REG, affilié à la Fédération Française des Clubs de la Défense, qui est l'administrateur de ce projet.

Question présentée aux Commissions éducation, sport et culture et des moyens généraux du 24 septembre 2019.

Jean-Pierre NAVARRO : J'apprécie tout particulièrement cette action au service de notre jeunesse et je tiens à féliciter chaleureusement les gens qui sont à l'origine de cette initiative. Je remercie également les responsables municipaux qui ont accepté cette proposition.

Serge ROUQUAIROL : En commission nous avons eu l'occasion de nous féliciter de cette action, de l'esprit dans lequel elle s'intègre et de la suite qui sera donnée. Donc, nous ne faisons que renouveler cette satisfaction.

Claudine PRAT : C'est tout à fait louable et intéressant mais en quoi cela s'inscrit-il dans le plan égalité des chances ?

Jean-Yves CHAPELET : C'est une question de parité. En dehors de cette action, je me félicite énormément du travail que nous arrivons à faire avec le 1^{er} Régiment et en particulier avec le Chef de corps qui est quelqu'un qui a une vraie vision de ce que peut être un régiment sur un territoire. Les actions qui sont en train de se mettre en place se feront au printemps et si vous en êtes d'accord, je vous propose lors du prochain Conseil municipal du 23 novembre de les recevoir avant la séance pour leur expliquer comment fonctionne un Conseil municipal, d'assister ensuite à la séance et d'avoir un échange en dehors du Conseil.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 7 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **08**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Dispositif « Cœur de Ville » : demande de subvention auprès du CR Occitanie pour le réaménagement de la place Jean-Jaurès**

1/Note synthétique de présentation :

La ville de Bagnols-sur-Cèze est bénéficiaire du programme « Action Cœur de Ville ». Ce programme est une priorité du gouvernement pour redonner aux villes centres une nouvelle place dans le paysage régional et national.

Ce dispositif « Action Cœur de Ville » se concrétise par une convention-cadre pluriannuelle qui engage les différents acteurs locaux et l'État pour une durée de 5 ans autour d'un programme d'actions global visant à améliorer l'attractivité de la ville centre.

Le dispositif « Action Cœur de Ville » prévoit donc de traiter de manière intégrée 5 axes :

- Axe 1 - De la réhabilitation à la restructuration : vers une offre attractive de l'habitat en centre-ville
- Axe 2 - Favoriser un développement économique et commercial équilibré
- Axe 3 - Développer l'accessibilité, la mobilité et les connexions
- Axe 4 - Mettre en valeur les formes urbaines, l'espace public et le patrimoine
- Axe 5 - Fournir l'accès aux équipements, services publics, à l'offre culturelle et de loisirs

Projet Place Jean-Jaurès :

La première action de requalification d'espace public concerne la place Jean-Jaurès qui est en cours de rénovation. Il s'agit de la reprise de l'entrée de la rue de la République, rue commerçante et rue principale du centre ancien, de rationaliser et sécuriser la circulation en entrée de ville (entrée Nord – route de Pont-Saint-Esprit), de requalifier l'espace public et redonner sa place au piéton. Cette transformation permettra une revalorisation de l'entrée Nord du centre-ville et une meilleure image de la place Jean-Jaurès.

Les éléments financiers :

Les opérations sous maîtrise d'ouvrage communale pour la requalification de la place Jean-Jaurès sont évaluées à ce premier stade à 1 930 000 euros HT de budget prévisionnel hors études.

Les travaux prévus dans ce budget concernent : voirie – trottoirs – espaces verts – mobilier urbain – réseaux humides – réseaux secs.

Suite à la validation du projet de la place Jean-Jaurès en Conseil municipal du 16 février 2019, le Conseil municipal du 5 octobre 2019 doit autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention de 270 000 € auprès du Conseil régional Occitanie.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 24 septembre 2019.

Jean-Yves CHAPELET : Vous avez cinq délibérations qui se suivent et qui ont pour objet soit de demander des subventions à la Région Occitanie, soit de demander des subventions à l'État. Je vous propose d'intervenir sur les cinq délibérations.

Serge ROUQUAIROL : J'ouvre le feu. Façon de parler bien entendu. Je soulignerai l'alignement budgétaire des planètes exceptionnel qui permet bien des choses et on ne peut que s'en réjouir car elle vous permet de poursuivre une politique d'investissement qui est assez raisonnée et dans la mesure aussi et surtout où ça bénéficie immédiatement à l'ensemble des Bagnolais. Je me poserais la question, une fois ces réalisations effectuées, sans négliger l'environnement, si il va y avoir incontestablement sur la voirie, sur les espaces roulants, les espaces de circulation piétonne des réalisations indiscutablement de qualité et déjà sur le plan de la circulation on voit combien les gens deviennent beaucoup plus respectueux de la circulation des autres quand ils approchent de cet ensemble. Il n'en reste pas moins que sur le plan architectural et urbanistique de l'environnement immédiat de cette place, quelques verrues subsistent sur lesquelles nous avons peu de moyens d'actions et je souhaiterais publiquement que tous les moyens d'actions soient développés afin que ces verrues soient traitées au mieux et au plus vite. Evidemment, on ne peut pas faire boire un âne qui n'a pas soif. J'ai déjà employé cette expression il y a quelques années en Conseil municipal et j'avais dû présenter des excuses au Conseil suivant à l'élus qui avait affecté de penser que je le prenais pour un âne alors que ce n'était qu'une expression populaire. On ne peut directement convertir tel propriétaire à une politique de respect de son patrimoine mais respect du patrimoine environnant c'est un peu plus important et c'est plus significatif surtout quand on affecte des valeurs de partage. Bref, je ferme cette parenthèse mais elle me paraît très importante. Il nous faut faire pression sur les gens qui négligent leur patrimoine à portée de ce lieu qui va être emblématique de la ville de Bagnols et qui doit être soigné sur tous les plans. Le deuxième aspect sur lequel je voulais intervenir et qui me paraît tout aussi important, c'est celui du devenir des activités du centre-ville au-delà de la possibilité pour la population et pour la chalandise de s'y déplacer. Vous avez les subventions FISAC dont vous avez parlé dans le cadre de la DM qui ne portent pas seulement sur les investissements, elles portent aussi sur le fonctionnement et je crois que la ville doit développer une politique de soutien et de promotion pour que cet aspect positif que va être l'aménagement urbanistique soit accompagné d'un surcroît d'énergie de toute la population commerçante qui occupe ces rues alentours et que l'on arrive enfin à dynamiser de façon pérenne ce commerce de centre-ville dont nous avons tant besoin pour l'équilibre social de notre cité.

Claude ROUX : J'ai remarqué l'avancée des travaux qui est significative et je ne pensais pas lorsqu'on arrive du Pont de Cèze que l'on voyait autant la rue de la République et le fait d'avoir coupé des platanes aère la vue. Je me rends compte que les gens ont des habitudes qu'ils ont du mal à perdre sur le passage de ce rond-point dont la signalisation n'est pas respectée. Entre l'entrée nord de Bagnols qui a été refaite, le rond-point du Pont de Cèze qui est plutôt sympa et la place de Bourg-Neuf que va-t-il advenir de ce bout d'avenue qui n'est pas terrible ?

Jean-Pierre NAVARRO : Qui dit travaux, dit nuisances et habitant le quartier j'étais assez inquiet, mes voisins aussi. J'ai souvent l'occasion de circuler parmi les travaux et j'apprécie la

façon dont les gens qui travaillent respectent les usagers et la façon dont sont organisés les travaux. Je ne puis qu'être satisfait sur la façon dont se déroulent les travaux, nous verrons bien quel en sera le résultat.

Jean-Yves CHAPELET : Certains ici le savent mais ma journée commence tous les matins entre 7h et 7h15 et comme tout le monde le sait, je suis en moto et je passe par Bourg-Neuf pour tester la circulation. Je m'arrête prendre un café et en ce moment c'est au Bar des Sports ou au Central et si quelque chose ne va pas je le sais tout de suite. Par chance, nous avons un chef de chantier que je découvre, je ne le connaissais pas, et qui est quasiment à l'écoute et une excellente adjointe aux travaux voirie. Je les remercie publiquement. Sur la circulation, nous avons décidé avec M. Couston et Mme Graziano de faire figurer le rond-point et de passer l'avenue Roger-Salengro en sens unique donc globalement il y a encore de la pédagogie à faire mais les retours sont plutôt bien acceptés. Sur le devenir de l'avenue de l'Europe, je dirais qu'il appartiendra aux prochaines équipes d'en décider. C'est un gros investissement qui fera sûrement partie d'un Plan Pluriannuel d'Investissement. M. Rouquairol, je vois très bien ce dont vous parlez mais ce dont vous parlez n'échappe pas à la règle. Dans l'opération « Cœur de Ville » figure deux volets, le volet aménagement et le volet OPAH et qu'en dehors du diagnostic que nous sommes en train de mener dans ce volet OPAH il y a un volet réglementaire qui donne la main au Maire. Ceux qui connaissent Pont-Saint-Esprit connaissent aussi l'état de son patrimoine et je rends hommage au travail de l'équipe en place qui a hérité d'une situation difficile, aujourd'hui, nous sommes dans la même programmation, c'est-à-dire que dans quelques temps le pouvoir du Maire sera accentué pour obliger ou aider les propriétaires à investir. Quant au FISAC, bien sûr qu'il y a des aides avec les opérations façades, les aides à l'accessibilité, les aides aux commerces pour les gens qui s'installent, etc. Nous sommes à l'écoute de tout le monde, le commerce c'est notre préoccupation.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 8 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **09**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Dispositif « Cœur de Ville » : demande de subvention auprès de l'État pour le réaménagement de la place Jean-Jaurès**

1/Note synthétique de présentation :

La ville de Bagnols-sur-Cèze est bénéficiaire du programme « Action Cœur de Ville ». Ce programme est une priorité du gouvernement pour redonner aux villes centres une nouvelle place dans le paysage régional et national.

Ce dispositif « Action Cœur de Ville » se concrétise par une convention-cadre pluriannuelle qui engage les différents acteurs locaux et l'État pour une durée de 5 ans autour d'un programme d'actions global visant à améliorer l'attractivité de la ville centre.

Le dispositif « Action Cœur de Ville » prévoit donc de traiter de manière intégrée 5 axes :

- Axe 1 - De la réhabilitation à la restructuration : vers une offre attractive de l'habitat en centre-ville
- Axe 2 - Favoriser un développement économique et commercial équilibré
- Axe 3 - Développer l'accessibilité, la mobilité et les connexions
- Axe 4 - Mettre en valeur les formes urbaines, l'espace public et le patrimoine
- Axe 5 - Fournir l'accès aux équipements, services publics, à l'offre culturelle et de loisirs

Projet Place Jean-Jaurès :

La première action de requalification d'espace public concerne la place Jean-Jaurès qui est en cours de rénovation. Il s'agit de la reprise de l'entrée de la rue de la République, rue commerçante et rue principale du centre ancien, de rationaliser et sécuriser la circulation en entrée de ville (entrée Nord – route de Pont-Saint-Esprit), de requalifier l'espace public et redonner sa place au piéton. Cette transformation permettra une revalorisation de l'entrée Nord du centre-ville et une meilleure image de la place Jean-Jaurès.

Les éléments financiers :

Les opérations sous maîtrise d'ouvrage communale pour la requalification de la place Jean-Jaurès sont évaluées à ce premier stade à 1 930 000 euros HT de budget prévisionnel hors études.

Les travaux prévus dans ce budget concernent : voirie – trottoirs – espaces verts – mobilier urbain – réseaux humides – réseaux secs.

Il est proposé au Conseil municipal de solliciter la subvention DSIL d'un montant de 735 894 € auprès de l'État.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 24 septembre 2019.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 9 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **10**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Dispositif « Cœur de Ville » : demande de subvention auprès de l'État pour la réfection de la rue des Remparts**

1/Note synthétique de présentation :

La ville de Bagnols-sur-Cèze est bénéficiaire du programme « Action Cœur de Ville ». Ce programme est une priorité du gouvernement pour redonner aux villes centres une nouvelle place dans le paysage régional et national.

Ce dispositif « Action Cœur de Ville » se concrétise par une convention-cadre pluriannuelle qui engage les différents acteurs locaux et l'État pour une durée de 5 ans autour d'un programme d'actions global visant à améliorer l'attractivité de la ville centre.

Le dispositif « Action Cœur de Ville » prévoit donc de traiter de manière intégrée 5 axes :

- Axe 1 - De la réhabilitation à la restructuration : vers une offre attractive de l'habitat en centre-ville
- Axe 2 - Favoriser un développement économique et commercial équilibré
- Axe 3 - Développer l'accessibilité, la mobilité et les connexions
- Axe 4 - Mettre en valeur les formes urbaines, l'espace public et le patrimoine
- Axe 5 - Fournir l'accès aux équipements, services publics, à l'offre culturelle et de loisirs

Projet rue de Remparts :

Le rue des Remparts du Collège est une voie du centre ancien à l'extrême ouest de la vieille ville. Elle fait partie d'un itinéraire piéton de découverte du patrimoine architectural de Bagnols-sur-Cèze. En effet, une partie des remparts de la ville est conservée dans cette rue étroite et les petites maisons en pierre de taille en font son charme. La voirie est en mauvais état, le revêtement en béton gris a été réparé en de nombreux endroits. Il est nécessaire de reprendre la totalité de la rue, de réaliser la chaussée en béton bitumeux et de profiter de la chaussée en « V » pour canaliser les eaux pluviales avec un caniveau central.

Les éléments financiers :

Les opérations sous maîtrise d'ouvrage communale pour la réfection de la rue des Remparts sont évaluées à ce premier stade à 83 000 euros HT de budget prévisionnel hors études.

Les travaux prévus dans ce budget concernent : voirie – trottoirs – réseaux secs – mobilier urbain – signalisation - marquage.

Il est proposé au Conseil municipal de solliciter la subvention DSIL d'un montant de 33 200 € auprès de l'État.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 24 septembre 2019.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 10 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : 11

Rapporteur : J-Y CHAPELET

Objet : **Dispositif « Cœur de Ville » : demande de subvention auprès de l'État pour la réfection de la rue du Roc**

1/Note synthétique de présentation :

La ville de Bagnols-sur-Cèze est bénéficiaire du programme « Action Cœur de Ville ». Ce programme est une priorité du gouvernement pour redonner aux villes centres une nouvelle place dans le paysage régional et national.

Ce dispositif « Action Cœur de Ville » se concrétise par une convention-cadre pluriannuelle qui engage les différents acteurs locaux et l'État pour une durée de 5 ans autour d'un programme d'actions global visant à améliorer l'attractivité de la ville centre.

Le dispositif « Action Cœur de Ville » prévoit donc de traiter de manière intégrée 5 axes :

- Axe 1 - De la réhabilitation à la restructuration : vers une offre attractive de l'habitat en centre-ville
- Axe 2 - Favoriser un développement économique et commercial équilibré
- Axe 3 - Développer l'accessibilité, la mobilité et les connexions
- Axe 4 - Mettre en valeur les formes urbaines, l'espace public et le patrimoine
- Axe 5 - Fournir l'accès aux équipements, services publics, à l'offre culturelle et de loisirs

Projet rue du Roc :

La rue du Roc est une voie du quartier du centre ancien à l'ouest de la vieille ville. Elle fait partie d'un itinéraire piéton de découverte du patrimoine architectural de Bagnols-sur-Cèze. Pour le confort des habitants de la rue du Roc d'une part et pour le confort des piétons, touristes effectuant un parcours de visite pédestre du centre ancien, d'autre part, la mise aux normes de cette rue est nécessaire. De conception vétuste, la rue du Roc demande des travaux de rénovation importants. Le réseau d'assainissement et le réseau d'eau potable sont à refaire et le revêtement doit être renouvelé.

Les éléments financiers :

Les opérations sous maîtrise d'ouvrage communale pour la réfection de la rue du Roc sont évaluées à ce premier stade à 122 500 euros HT de budget prévisionnel hors études.

Les travaux prévus dans ce budget concernent : voirie – trottoirs – réseaux secs – mobilier urbain – signalisation - marquage.

Il est proposé au Conseil municipal de solliciter la subvention DSIL d'un montant de 49 000 € auprès de l'État.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 24 septembre 2019.

Jean-Pierre NAVARRO : Pour tous ces travaux vous ne sollicitez des aides qu'auprès du Conseil régional et de l'État ? Vous n'avez pas d'autres aides ?

Jean-Yves CHAPELET : Non car c'est un problème de compétences. Chaque institution intervient dans son domaine de compétences.

Serge ROUQUAIROL : Il n'y a aucune possibilité d'obtenir des fonds européens ?

Jean-Yves CHAPELET : L'opération « Cœur de Ville » est déjà dans les fonds européens à travers le Conseil régional et à travers l'État.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 11 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : 12

Rapporteur : J-Y CHAPELET

Objet : **Dispositif « Cœur de Ville » : demande de subvention auprès de l'État pour le réaménagement de la place de la Vierge**

1/Note synthétique de présentation :

La ville de Bagnols-sur-Cèze est bénéficiaire du programme « Action Cœur de Ville ». Ce programme est une priorité du gouvernement pour redonner aux villes centres une nouvelle place dans le paysage régional et national.

Ce dispositif « Action Cœur de Ville » se concrétise par une convention-cadre pluriannuelle qui engage les différents acteurs locaux et l'État pour une durée de 5 ans autour d'un programme d'actions global visant à améliorer l'attractivité de la ville centre.

Le dispositif « Action Cœur de Ville » prévoit donc de traiter de manière intégrée 5 axes :

- Axe 1 - De la réhabilitation à la restructuration : vers une offre attractive de l'habitat en centre-ville
- Axe 2 - Favoriser un développement économique et commercial équilibré
- Axe 3 - Développer l'accessibilité, la mobilité et les connexions
- Axe 4 - Mettre en valeur les formes urbaines, l'espace public et le patrimoine
- Axe 5 - Fournir l'accès aux équipements, services publics, à l'offre culturelle et de loisirs

Projet Place de la Vierge :

Dans la continuité de la rénovation de l'église Saint-Jean-Baptiste, la requalification de la place de la Vierge est programmée depuis fin 2018. Au-delà de la mise en valeur de la place et de la statue de la Vierge, il s'agit d'offrir aux visiteurs et aux riverains un espace de parking de quelques places, jouxtant l'église, pour visiter le monument ou se rendre aux offices. Une place de parking spécifique dédiée PMR est prévue à l'entrée de cet espace.

Les éléments financiers :

Les opérations sous maîtrise d'ouvrage communale pour la requalification de la place de la Vierge sont évaluées à ce premier stade à 43 038 euros HT de budget prévisionnel hors études.

Les travaux prévus dans ce budget concernent : voirie – trottoirs – réseaux secs – mobilier urbain – signalisation - marquage.

Il est proposé au Conseil municipal de solliciter la subvention DSIL d'un montant de 17 215 € auprès de l'État.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 24 septembre 2019.

Jean-Yves CHAPELET : Si vous voulez bien noter dans vos agendas l'inauguration de l'église et de cette place est prévue le 15 novembre 2019. Je l'ai visitée avant-hier et sincèrement c'est magnifique.

Jean-Pierre NAVARRO : A propos de l'inauguration, c'est une inauguration païenne ?

Jean-Yves CHAPELET : J'inaugure des travaux.

Jean-Pierre NAVARRO : En dehors de Monseigneur ?

Jean-Yves CHAPELET : Ecoutez, l'évêque est le bienvenu mais nous inaugurons l'église au même titre que n'importe quelle fin de chantier. Je pense que vous voulez parler de la sacralisation qui *a priori* est fixée à une date à laquelle je serai présent.

Jean-Pierre NAVARRO : J'ai le tort d'être croyant et pratiquant et j'entends beaucoup de choses comme quoi vous ne voulez pas approcher l'évêque. Il est bon d'éclaircir.

Jean-Yves CHAPELET : Je n'ai rien à éclaircir, je n'ai aucune animosité envers personne. Je dis juste qu'il s'agit d'inaugurer la fin des travaux.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 12 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **13**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Rénovation de la salle de spectacle « La Pyramide » - Demande de subvention auprès de la Région Occitanie**

1/Note synthétique de présentation :

La mairie de Bagnols-sur-Cèze s'est engagée dans un programme de rénovation du centre culturel Léo-Lagrange comportant une tranche 1 relative à la rénovation lourde de la salle de spectacle « La Pyramide ». Ce projet structurant pour la collectivité et le bassin de vie se trouve au croisement de plusieurs enjeux :

- un enjeu de mise aux normes : l'équipement actuel arrive au bout de ses capacités, le projet de rénovation doit prendre en compte des objectifs énergétiques ambitieux mais aussi permettre l'accessibilité complète de l'équipement,
- un enjeu culturel : poursuivre une programmation culturelle ambitieuse que l'on entend consolider et diversifier grâce à une scénographie qui prend en compte l'évolution du monde du spectacle, une jauge plus importante et un espace d'accueil adapté,
- un enjeu urbain : contribution au renouvellement urbain et à l'ouverture du quartier des Escanaux pour lequel un NPNRU est en cours, notamment par un futur maillage doux connecté au reste de la ville,
- un enjeu de centralité : dans le cadre du dispositif « Action Cœur de ville » et de la stratégie de revitalisation de la commune, le renforcement de cet équipement, couplé avec les services de la salle multiculturelle adjacente, doit positionner « La Pyramide » comme un lieu d'accueil et d'organisation de manifestations à dimension régionale telles que des séminaires d'entreprises qui ne trouvent pas aujourd'hui d'offre d'accueil satisfaisante sur le territoire de l'agglomération.

Dans ce projet, la mairie est accompagnée par une Assistance à Maitrise d'Ouvrage (la SPL 30) et a fait appel au cabinet DE-So pour la définition du projet.

Le projet de rénovation de « La Pyramide » présente un cout prévisionnel de 4 092 700€ HT. Son démarrage est prévu pour janvier 2020 et la livraison de l'équipement projetée pour le printemps 2021.

En tant qu'équipement structurant pour le territoire, ce projet est éligible à plusieurs financements croisés qui permettent de réduire la part d'autofinancement de la commune. Ainsi, la communauté d'agglomération du Gard rhodanien et le Département du Gard ont déjà été sollicités pour le co-financement de ce projet. La Dotation Politique de la Ville pourra également être mobilisée pour l'année 2020.

La région Occitanie peut elle aussi financer ce type de projet au titre de sa politique de « soutien aux équipements structurants ». Une demande de subvention d'un montant de 1 432 445 € (soit 35% du coût HT du projet) peut donc lui être adressée.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 24 septembre 2019.

Jean-Yves CHAPELET : C'est un dossier dont on a beaucoup parlé et qui va se concrétiser dans les semaines ou les mois à venir dont le montant estimatif prévisionnel est à 4 092 700€ HT. Les travaux vont commencer avant la fin de l'année mais la mise en chantier des travaux de démolition vont commencer début janvier et à partir de cette date, nous avons entre 18 et 24 mois d'inutilisation. Je souhaiterais qu'au prochain Conseil municipal nous ayons une vue architecturale du projet. Si je reprends le tableau de financement, je m'aperçois que 66% de subventionnement sur ce dossier proviennent de la DPV, la Région Occitanie et l'agglomération du Gard rhodanien.

Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 13 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **14**

Rapporteur : **D. RIEU**

Objet : **Candidature au titre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt « Fabrique Numérique des Territoires »**

1/Note synthétique de présentation :

Par l'intermédiaire de la Politique de la ville, la mairie de Bagnols-sur-Cèze mène depuis plusieurs mois un travail de mise en commun et de coordination de l'action des acteurs du territoire au titre de l'inclusion numérique.

La Politique d'inclusion numérique consiste à développer diverses formes d'aide et de médiation afin de faciliter l'accès des personnes au numérique : accès au droit, utilisation de matériel informatique et de ressources sur internet, loisirs et divertissement, insertion socio-professionnelle... . Face à l'importance de la demande et à la montée en charge de la dématérialisation des démarches administratives, de nombreux ateliers ont fleuri sur le territoire. Ils sont animés par des acteurs différents et s'adressent aussi à des publics ciblés. Dans une logique de lisibilité et de simplification, la mairie organise depuis 2018 chaque trimestre un Comité de l'inclusion numérique. Cette logique a aussi conduit la Politique de la ville à financer une mission de « référent inclusion numérique ».

En parallèle, dans le cadre du nouveau projet urbain des Escanaux et des logiques de réappropriation des pieds d'immeubles, la ville sollicite le bailleur Habitat du Gard afin de réaménager totalement un local situé, allée des thuyas, côté parc Marcel-Pagnol. Prévu en début d'année 2020, ce local permettra la mise en place d'un Espace de l'Inclusion Numérique dont l'objet est de centraliser les services liés à l'inclusion numérique des personnes ainsi qu'à développer de nouveaux types de services comme une recyclerie de matériel, le passage du brevet B2i ou encore un centre de formation des métiers de la médiation numérique, secteur en plein boom.

En juillet 2019, l'État, dans le cadre de sa stratégie nationale de lutte contre la fracture numérique, a lancé un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) dédié aux Fabriques Numériques des Territoires. Une Fabrique de Territoire a un rôle de mise en commun, porté vers la création d'activités, les coopérations entre acteurs et le développement local. Ces lieux doivent bénéficier à l'ensemble de l'écosystème local qui anime le territoire :

- lieu pour accompagner la montée en compétences numériques,
- lieu d'accompagnement à la transition numérique des entreprises du territoire,
- point d'ancrage de la médiation numérique, au service des populations éloignées du numérique.

Cet AMI apparaît donc comme une opportunité dont la philosophie correspond parfaitement au projet de création d'un espace d'inclusion numérique aux Escanaux. Aussi, le groupe projet partenarial s'est réuni sous la coordination de la Direction des Grands Projets Urbains afin de constituer un dossier de candidature.

Pour les besoins de ce projet par essence collaboratif, il est proposé que la mairie de Bagnols-sur-Cèze se positionne en tant que porteur de projet. Si toutefois la candidature du territoire était retenue, les financements générés permettraient de financer le recrutement d'un responsable de projet dédié à l'ouverture du tiers lieu.

Il est toutefois admis que ce tiers lieu de l'inclusion numérique a vocation à être porté par l'association des acteurs concernés par ce projet. L'aide à l'émergence d'une association porteuse fera donc partie des missions du futur responsable de projet.

Le Conseil municipal est donc invité à autoriser Monsieur le Maire à :

- porter la candidature de Bagnols-sur-Cèze au titre de l'AMI Fabrique des Territoires
- engager l'ensemble des démarches liées à cette candidature.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 24 septembre 2019.

Serge ROUQUAIROL : Je voudrais signaler qu'au cours de la Commission, la veille ou le jour même, je venais de lire la revue de la MGEN qui consacrait 1 ou 2 articles à cette question et j'ai suggéré à M. le 1^{er} adjoint que contact soit pris avec telle ou telle mutuelle afin d'avoir le concours de gens qui par nature, avec un fichier détaillé, peuvent avoir un contact précis avec l'ensemble des administrés et de les informer ou de les solliciter à titre divers. Je renouvelle publiquement cette suggestion parce que je pense que c'est une question à partager et la mutualité est soucieuse en général de ce type de partage.

Denis RIEU : Nous avons retenu votre proposition et nous essayons d'élargir le nombre de partenaires parce que même si nous avons fait globalement le tour, il reste peut-être encore des partenaires qui interviennent dans ce domaine-là.

Jean-Yves CHAPELET : Pour compléter, il s'avère que le hasard de mon agenda fait que je reçois le responsable du déploiement de la fibre, SFR, FTTH qui est une filiale de SFR. Je vous informe également d'une réunion publique avec SFR pour faire le point sur le déploiement de la fibre, le but étant que d'ici la fin de l'année 2020, 100% de Bagnols soit couvert. SFR a eu un petit coup de mou après la reprise d'Orange au 1^{er} janvier mais *a priori* le rythme s'accélère, les points d'accès se multiplient de jour en jour pour atteindre aux environs de 300 mises en service par jour.

Denis RIEU : Je voudrais ajouter que cette fabrique numérique ne s'adresse pas qu'aux habitants des quartiers prioritaires même si elle se situe à l'intérieur des Escanaux. Il est bien évident que sur l'ensemble du territoire certaines personnes ont des difficultés d'approche du numérique. J'ai un peu raccourci la délibération mais il s'agit aussi de faire de la formation, de l'initiation à l'ordinateur, le projet est très vaste et s'adressera aux habitants de la commune et même plus largement.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 14 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : 15

Rapporteur : **G. COURBEY**

Objet : **Association « Les amis des musées » : attribution d'une subvention**

1/Note synthétique de présentation :

L'association « Les amis des musées » a organisé plusieurs actions à l'occasion du 150^{ème} anniversaire de la naissance d'Albert-André :

- lecture à haute voix le 19 juin salle Laure-Pailhon,
- participation au collectif des 3 associations (Amis des musées, Amis d'Albert-André et CitéRegain) pour la visite culturelle et artistique du 23 août dernier,
- participation aux journées du patrimoine,
- organisations de visites d'ateliers d'artistes-peintres dans le territoire.

Pour toutes ces actions, l'association sollicite une aide financière de la commune.

Il est proposé d'attribuer une subvention de 350 € à l'association « Les amis des musées ».

Question présentée aux Commissions éducation, sport et culture et des moyens généraux du 24 septembre 2019.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 15 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : 16

Rapporteur : V. POUTIER

Objet : Association « Boxe et Culture Bagnolaise » : attribution d'une subvention

1/Note synthétique de présentation :

L'association « Boxe et Culture Bagnolaise » est en constante évolution depuis sa création en mai 1973. Elle a pour but de promouvoir et de développer les pratiques sportives telles que la boxe anglaise, le crossfit, le self-défense, le renforcement musculaire...

La poursuite de son projet associatif a permis de proposer aux adhérents de l'aéroboboxe en 2015 (boxe en musique, sans coups portés, spécialement réservée au public féminin) et de l'handi-boxe en 2018.

Cette année, cette association souhaite s'adresser aux personnes atteintes d'une affection de longue durée (ALD) dont la liste représente un groupe de 30 maladies qui nécessitent un traitement particulier et un suivi prolongé (diabète, cancers,...).

Dans le cadre des parcours de soins des patients, le médecin traitant peut prescrire une activité physique adaptée à la pathologie. Pour accompagner ce public, une formation programmée au mois d'octobre est nécessaire auprès de la Fédération Française de Boxe. Elle s'adresse aux enseignants ou aux éducateurs de clubs.

L'association sollicite une aide financière de la commune pour finaliser son projet Prescri'boxe.

Il est proposé de lui attribuer une subvention de 300 €.

Question présentée aux Commissions éducation, sport et culture et des moyens généraux du 24 septembre 2019.

Serge ROUQUAIROL : A l'occasion de cette question, à la Commission, il a été insisté sur d'abord l'ancienneté et ensuite l'extrême ouverture d'esprit sportive et sociale de cette association.

Claude ROUX : Je voudrais saluer publiquement le travail fait par cette association que ce soit sur la boxe sur le volet compétition ou sur le volet social. De plus, elle œuvre pour le cancer du sein dans le cadre d'Octobre Rose avec l'opération « Bouger sur ordonnance ».

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 16 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **17**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Convention de mise à disposition avec l'association « Bagnols-Marcoule-Sabran Tennis de Table »**

1/Note synthétique de présentation :

Compte tenu de la politique sportive mise en place en direction des populations, la commune entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ces domaines.

Les associations tendent à pérenniser leurs activités en offrant un service de qualité, avec des éducateurs formés.

L'association BMSTT a embauché un éducateur qui est en formation DEJEPS. Afin de compléter son temps de travail, l'association propose de mettre à disposition de la ville, sur les temps de pauses méridiennes, son éducateur.

La ville organisant les temps périscolaires pour lesquels elle recrute des animateurs compétents et diplômés, il est proposé :

- de signer une convention avec l'association BMSTT pour cette mise à disposition.

Question présentée aux Commissions éducation, sport et culture et des moyens généraux du 24 septembre 2019.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 17 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **18**

Rapporteur : **F. PENCHENIER**

Objet : **Association « Oléole » : attribution d'une subvention**

1/Note synthétique de présentation :

L'association « Oléole », créée en 2018, a pour objectif de redonner sa place à l'olivier sur le territoire du Gard rhodanien.

Depuis un an, elle organise, accompagnée d'une trentaine d'adhérents passionnés, des événements pour sensibiliser le public à la redécouverte de ce fruit :

- rencontre du 20 octobre 2018, balades dans les oliviers et buffet dégustation d'huiles d'olives,
- matinées de sensibilisation à la taille :
 - Les bons tuyaux pour la taille le 23 février 2019
 - mon olivier en ville le 23 mars 2019
- création d'un site internet <https://oleole.pagespro-orange.fr>
- réalisation de flyers intitulés « Mémo pour la taille ».

L'association sollicite une aide financière de la commune.

Il est proposé de lui attribuer une subvention de 150 €.

Question présentée aux Commissions éducation, sport et culture et des moyens généraux du 24 septembre 2019.

Claude ROUX : C'est une association qui regroupe beaucoup de passionnés et dont je fais partie. Elle mène en ce moment un gros travail pour répertorier sur google les oliviers sur la commune et les communes environnantes. On peut localiser chaque parcelle au mètre près et donc vous pouvez les solliciter sur un emplacement, l'âge, la variété. Il apparaît qu'il y a beaucoup d'oliviers sur notre territoire. C'est très intéressant et il serait bien d'en faire écho dans la presse.

Jean-Pierre NAVARRO : Avec son bel accent, M. Roux a très bien exprimé ce que je voulais dire : bien faire connaître cette association qui introduit un peu de vert et de paix dans notre assemblée puisque l'olivier est le symbole de la paix.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 18 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **19**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Acquisition d'une parcelle auprès de la SCI MONBIEN - Place de la Gare**

1/Note synthétique de présentation :

La Commune s'est tournée vers la SCI MONBIEN, représentée par Monsieur TONIN, après que ce dernier ait mis sa propriété à la vente afin de lui proposer l'achat de la parcelle BI 115, pour une superficie de 104 m².

Cette parcelle se situe 2 Place de la Gare. Elle occupe donc une place stratégique dans le cadre du projet de réaménagement du quartier de la Gare.

Le bâtiment est un ancien hôtel. Il se compose de la manière suivante :

- Sous-sol : une cave de 60 m²
- Rdc : un local commercial occupé de 70 m² avec sanitaires
- 1^{er} étage : un appartement T3 de 48 m² et un studio de 15 m² loués
- 2^{ème} étage : 5 chambres (12 m²) dont 2 louées ainsi qu'une buanderie

La SCI MONBIEN, représentée par Monsieur TONIN, a donné son accord pour une cession au prix de 209 000 €, ce qui est conforme à l'avis émis par France Domaine en date du 15 avril 2019.

Il est proposé au Conseil municipal :

- d'acquérir auprès de la SCI MONBIEN, représentée par Monsieur TONIN, la parcelle cadastrée BI 115, pour une superficie de 104 m², au prix de 209 000 €,
- que les frais notariés seront à la charge de la commune,
- que les crédits nécessaires à cette acquisition soient inscrits au Budget Primitif 2020,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint, Monsieur Vincent POUTIER délégué au Sport, à l'Urbanisme et à l'Intercommunalité, à signer les actes à intervenir et tous documents se rapportant à cette affaire.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 24 septembre 2019.

Claudine PRAT : C'est une bonne chose car ce bâtiment ne participait guère au rayonnement de la ville. Ce sera une ouverture visuelle depuis la gare sur l'accès au centre-ville qui participera un peu au développement du quartier lorsque l'aménagement du quartier de la

gare sera mis en oeuvre. Dans le même esprit, le permis de construire déposé par ALDI pour occuper le terrain le long de la gare ayant été refusé

Jean-Yves CHAPELET : Vous êtes mal informée, il n'a pas été refusé, il nécessite des pièces complémentaires.

Claudine PRAT : Disons qu'il a été ajourné mais ma question reste d'actualité. Est-ce que la municipalité a l'intention de mettre un droit de préemption sur ce terrain pour faire un parking ?

Jean-Pierre NAVARRO : C'est un peu confus dans mon esprit, s'agit-il bien du petit hôtel qui se trouve face à la gare ?

Catherine EYSSERIC : Je voulais juste dire que cette acquisition est stratégique dans le futur développement de ce quartier et de son urbanisme puisqu'on voit bien que c'est un point de connexion important déjà au point de vue des bus notamment des cheminements dans le centre-ville. Je l'espère et nous mettrons tout le poids des élus et du Conseil régional lors de la réouverture de la ligne ferroviaire, ce point de quartier sera un point d'intermodalité plus important dans le futur. Ce projet de PEM il existe, Mme Prat l'a évoqué. Le travail a commencé de façon très opérationnelle et cette opération s'inscrit vraiment dans ce réaménagement donc je me félicite qu'aujourd'hui il y ait des actes concrets qui se portent sur ce quartier et on voit bien qu'aujourd'hui tous les acteurs travaillent dans le même sens. Evidemment, il y a des acteurs privés et des acteurs publics et chacun travaille sur son projet avec le regard du Maire et de la ville pour que tout ceci soit en bonne cohérence et participe à un équilibre urbain. C'est une très bonne nouvelle pour les Bagnolais et la Région qui accompagne le projet de réouverture et le projet du pôle intermodal participera au maximum à faire que ce projet émerge le plus vite possible.

Jean-Yves CHAPELET : Pour l'acquisition de l'hôtel vous avez bien tous compris de quel bâtiment il s'agit. Nous venons de toucher à deux sujets différents. La création du pôle multimodal dont le projet est porté par l'agglomération et je voudrais remercier la conseillère régionale et la Présidente de Région qui lors de sa venue a pris l'engagement d'une procédure accélérée pour le PEM. J'ai compris ce qu'était une procédure accélérée, c'est-à-dire que pour une fois la SNCF, la Région, tout le monde œuvre dans le même sens. Ce qui me permet de faire la transition avec le projet ALDI. La réponse est non. La mairie ne se portera pas acquéreur des terrains parce que tout simplement la SNCF ne le veut pas. Nous avons perdu 5 ans pendant lesquels la SNCF nous a baladés. Aujourd'hui, la SNCF est d'accord mais elle mélange tout. Elle mélange les porteurs de projets du privé, le PEM et la réouverture de la gare mais les porteurs de projets du privé et ALDI ont réussi à être les interlocuteurs de la SNCF et la bonne nouvelle est qu'ils ont enfin réussi à se mettre d'accord et qu'ils ont signé un compromis de vente. Pour ceux qui connaissent le dossier, c'est gigantesque. Donc, le projet continue avec toutes ses contraintes mais il ne concerne que le projet commercial entre des privés et la SNCF, pas la création du PEM et la réouverture de la Rive Droite. Maintenant, grâce à la Région qui a réussi à scinder tous ces dossiers, la SNCF fait la part des choses, c'est clair, nous avons de la vision. Maintenant, mon rôle est de donner de la cohérence à ces projets de manière à ce qu'ils ne s'opposent pas. Je rappelle aussi que dans le cadre du pôle multimodal, à partir du 1^{er} janvier 2020, une navette urbaine

va circuler à Bagnols. Bien sûr que son point d'ancrage sera le parking de la Cèze parce que c'est là que se situe la zone de covoiturage mais le 2^{ème} point primordial se situera sur le pôle d'échange intermodal où se trouveront les bus de la Région, de l'agglo mais aussi de l'agglomération du Grand Avignon et de l'Ardèche. Sur le permis de construire d'ALDI, il nécessite de pièces complémentaires.

Claudine PRAT : Le fait que le groupe ALDI rachète Leader Price ça ne va pas tout foutre en l'air ?

Jean-Yves CHAPELET : Je ne sais pas, je ne connais pas la stratégie de ces groupes.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 19 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **20**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Acquisition de parcelles auprès de M. AHMED Khaled - Avenue Ernest-Euzéby**

1/Note synthétique de présentation :

La Commune s'est tournée vers Monsieur AHMED Khaled, après que ce dernier ait mis ses propriétés à la vente afin de lui proposer l'achat des parcelles BY 459 et 460, pour une superficie de 186 m² et de 229 m².

Ces parcelles se situent aux 4 et 6 avenue Ernest-Euzéby. Elle représente une opportunité car elles sont contiguës à la parcelle communale BY 626.

Ces parcelles correspondent à deux maisons d'habitation qui apparaissent très mal situées au vu de leur proximité avec l'avenue Ernest-Euzéby qui est très passante.

Monsieur AHMED Khaled, a donné son accord pour une cession au prix de 170 000 €, ce qui est inférieur à l'avis émis par France Domaine en date du 15 juillet 2019.

Il est proposé au Conseil municipal :

- d'acquérir auprès de Monsieur AHMED Khaled, les parcelles cadastrées BY 459 et 460, pour une superficie totale de 415 m², au prix de 170 000 €,
- que les frais notariés seront à la charge de la commune,
- que les crédits nécessaires à cette acquisition soient inscrits au Budget Primitif 2020,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint, Monsieur Vincent POUTIER délégué au Sport, à l'Urbanisme et à l'Intercommunalité, à signer les actes à intervenir et tous documents se rapportant à cette affaire.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 24 septembre 2019.

Serge ROUQUAIROL : Je vous signale que l'avis des domaines étant un document officiel qui autorise cette vente, il comporte une erreur formelle situant les locaux à Nîmes au lieu de Bagnols. J'espère que l'erreur en question n'entachera pas la procédure ?

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 20 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : 21

Rapporteur : M. GRAZIANO-BAYLE

Objet : Rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement pour l'exercice 2018

1/Note synthétique de présentation :

Le Maire doit présenter un rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics en eau potable et assainissement. Ce rapport doit être présenté au Conseil municipal pour avis au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné ou dans les douze mois si au moins une compétence en eau potable ou assainissement a été déléguée à un établissement public de coopération intercommunale.

Dans le cas présent, les compétences traitement des eaux usées et service public d'assainissement non collectif ont été transférées au Sabre (syndicat d'assainissement de Bagnols et sa Région). Le rapport annuel du Sabre est annexé au présent rapport.

Dans les quinze jours qui suivent leur présentation, les rapports seront mis à la disposition du public à la mairie pendant un mois après avis par affichage.

Un exemplaire devra aussi être transmis au Préfet pour information.

Faits marquants de l'exercice 2018 :

Eau potable :

- Avenant n° 3 du contrat de DSP prolongeant le contrat d'un an jusqu'au 31/12/2019
- Baisse du rendement réseau (79,3 % contre 86,2 % en 2017)

Assainissement :

- Dernière année de fonctionnement du contrat de prestations de service pour l'entretien des réseaux EU conclu en 2015.

Prix de l'eau sur l'exercice :

Dans le but d'avoir une meilleure représentativité du prix de l'eau et une base de comparaison nationale, le prix de l'eau est évalué au travers d'une facture type de 120 m³/an soit en moyenne la consommation d'un foyer durant une année.

Au 1^{er} janvier 2019 le prix moyen de l'eau sur une consommation annuelle de 120 m³ (partie fixe et partie proportionnelle en eau potable + assainissement + taxes) est de 3,95 €/m³ soit une augmentation globale de 5,72 % par rapport à la facture de 120 m³ du 1^{er} janvier 2018 (3,74 €/m³). Cette hausse est causée par l'ajout d'une part fixe Saur (en tant qu'exploitant du Sabre), l'application de la TVA sur les parts Sabre.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 24 septembre 2019.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 21 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : 22

Rapporteur : M. GRAZIANO-BAYLE

Objet : Acceptation d'un don de l'Association Diocésaine de Nîmes pour la suite du financement des travaux de restauration intérieure de l'église paroissiale Saint-Jean-Baptiste - (Avenant à la convention n° 2)

1/Note synthétique de présentation :

Le diocèse de Nîmes (Paroisse de Bagnols-sur-Cèze) désireux que la restauration de l'église Saint-Jean-Baptiste se réalise dans les meilleurs délais et conscient qu'une partie de la dépense lui incombait, a décidé de compléter financièrement cette opération.

A cet effet, il a décidé de mettre à la disposition de la commune, en complément du 1^{er} don de 550 000 € validé par la délibération 108/2015 de la séance du Conseil municipal du 10 octobre 2015, la somme de 280 985,36 €, assortie des principales conditions suivantes :

- affectation unique aux travaux de restauration intérieure de l'église,
- maîtrise d'ouvrage par la commune,
- participation de l'Association Diocésaine à toutes les étapes du projet,
- modalités de remboursement des factures correspondant aux travaux relevant du financement : par l'Association Diocésaine à 1^{ère} demande de la commune.

Aux termes de l'article L.2242-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil municipal doit délibérer sur l'acceptation de ce don.

Il est aussi nécessaire de contractualiser les relations du diocèse et de la commune dans cette affaire dans un cadre unique au moyen d'un avenant à la convention n° 2.

Cette convention, qui a été établie entre les deux parties, définit les engagements administratifs, techniques et financiers réciproques.

Il est également demandé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant à la convention n° 2 qui sera ainsi établie.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 24 septembre 2019.

Jean-Yves CHAPELET : Pour votre gouverne, il y aura certainement un avenant n° 3. Je me félicite du travail en collaboration avec l'association diocésaine de Nîmes. C'est un travail constant avec une réunion de chantier tous les jeudis. Je suis très heureux du travail qui est fait et de la façon dont il est fait.

Jean-Pierre NAVARRO : Lors de l'inauguration par la commune, est-ce que l'orgue sera mis en place ?

Jean-Yves CHAPELET : Il est remonté.

Serge ROUQUAIROL : Concernant l'orgue sur lequel j'ai eu l'occasion de travailler quand j'étais aux affaires, je pense que ce qui est le plus important pour qu'il retrouve tout son lustre c'est justement l'emplacement. Il est sorti de cette espèce de cage étroite dans laquelle il avait été bêtement enfermé et donc maintenant il va retrouver tout son lustre et tout son éclat et toutes ses sonneries de surcroît.

Jean-Yves CHAPELET : Venez le 15 novembre et je pense qu'on peut être tous fiers de ce travail collectif.

Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 22 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : 23

Rapporteur : M. GRAZIANO-BAYLE

Objet : **Convention d'habilitation avec le SMEG dans le cadre du dispositif des certificats d'économie d'énergie**

1/Note synthétique de présentation :

Le dispositif des certificats d'économie d'énergie (CEE) créé par les articles 14 à 17 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005, loi de programme fixant les orientations de la politique énergétique (loi POPE) est un instrument de maîtrise de la demande énergétique mise en place par les pouvoirs publics.

Ce dispositif repose sur une obligation de réalisation d'économie d'énergie imposée aux vendeurs d'énergie, appelés les « obligés », dans les secteurs de l'électricité, du gaz, de la chaleur, du froid, du fioul domestique et des carburants pour automobiles, cette obligation globale étant répartie entre ces obligés au prorata de leurs ventes d'énergie aux consommateurs finaux à travers un objectif triennal défini et réparti en fonction de leurs volumes de ventes. Pour la période 2018-2020, il est fixé à hauteur de 1 600 TWh cumulées et actualisées et leur impose de promouvoir auprès de leurs clients l'exécution de travaux d'efficacité énergétique.

Ces CEE sont en effet ouverts à d'autres acteurs, appelés les éligibles, notamment les collectivités territoriales, qui peuvent également obtenir des CEE pour leurs opérations d'économies d'énergie, créant ainsi les conditions d'un marché d'échange, au sein duquel les transactions s'organisent de la façon suivante :

- Le volume minimal d'économies d'énergie ouvrant droit au dépôt d'une demande de CEE est de 20 millions de KWh cumulés et actualisés, cette indication de cumulé et d'actualisé étant égale à la totalité des KWh économisés sur la durée de vie de l'investissement effectué.

Concrètement, cela se traduit par le versement d'une prime CEE par un obligé ou un mandataire à un éligible pour la réalisation de travaux de rénovation et d'efficacité énergétique.

Cependant ce seuil élevé ne permettant pas à la quasi-totalité des communes du Gard de prétendre accéder individuellement à ce marché et la mise en œuvre du dispositif étant très complexe, le Syndicat Mixte d'Electricité du Gard (SMEG) propose à ses communes adhérentes une mutualisation des économies d'énergie réalisées sur leurs installations d'éclairage public, par le biais d'une convention d'habilitation l'autorisant à agir au nom de la commune sur ce marché des CEE (démarches de collecte et vente des CEE notamment).

En contrepartie de cette habilitation, le SMEG s'engage à reverser à la commune 85% du montant du produit de la vente des CEE ; les 15% restants étant conservés par le SMEG pour couvrir ses frais de gestion nécessaires à la pleine réalisation de ses engagements.

De ce fait et au vu du projet de convention, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver la passation d'une convention d'habilitation avec le SMEG,
- d'approuver la signature de cette convention avec le SMEG,
- de donner pouvoir à Monsieur le Maire pour la signature de la convention à intervenir, dans les conditions administratives, techniques et financières qui y sont décrites.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 24 septembre 2019.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 23 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **24**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Avis sur le projet arrêté du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Gard rhodanien**

1/Note synthétique de présentation :

Par délibération du 27 juin 2019, le Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien a tiré le bilan de la concertation menée lors de l'élaboration du SCoT puis a arrêté le projet de SCoT.

Conformément à l'article L. 143.20 du Code de l'urbanisme, la Commune de Bagnols-sur-Cèze est invitée à exprimer son avis sur ce projet dans un délai de 3 mois à compter de la transmission, soit avant le 13 novembre 2019.

Le projet de SCoT transmis dans sa totalité comprend :

- **le rapport de présentation** qui contient le diagnostic du territoire, l'état initial de l'environnement, l'évaluation environnementale et la justification des choix retenus,
- **le Projet d'Aménagement et de Développement Durable** porté par les élus du Gard rhodanien, qui fixe les objectifs des politiques publiques d'urbanisme, du logement, des transports et des déplacements, d'implantation commerciale, d'équipements structurants, de développement économique, touristique et culturel, de développement des communications électroniques, de qualité paysagère, de protection et de mise en valeur des espaces naturels, agricoles et forestiers, de préservation et de remise en valeur des ressources naturelles, de lutte contre l'étalement urbain, de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques,
- **le document d'orientation et d'objectifs** accompagné des autres pièces réglementaires que sont les documents graphiques,
- **le bilan de la concertation,**
- **la délibération d'arrêt du projet.**

Si la qualité du travail effectué lors de la procédure d'élaboration du SCoT est à souligner, quelques observations doivent être émises sur les documents graphiques et notamment concernant la Commune de Bagnols-sur-Cèze.

Il est proposé au Conseil municipal :

- d'émettre un avis favorable au projet de SCoT arrêté par la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien SOUS RESERVE de la prise en compte des observations suivantes, qui concernent seulement les documents graphiques du SCoT :

1. Certaines zones commerciales n'ont pas été identifiées comme telles :
 - La zone UE à proximité de la gare où se situent notamment Weldom, Monti Staff et la jardinerie Coulange
 - La zone UEa qui se situe en entrée Sud du centre-ville (le long de la RD 6086 et de l'Avenue Alphonse Daudet) où l'on trouve notamment la jardinerie Bagnol
2. Plusieurs zones UD correspondant à des zones de faible densité occupées majoritairement par de l'habitat individuel n'ont pas été identifiées et sont même impactées par des « terres agricoles de qualité à préserver sur le long terme » pour les secteurs d'Aubian (4,42 ha), de Maransan (6,10 ha) et de la Roquette (2,6 ha) ; ou par une « limite d'urbanisation sur les coteaux » pour le secteur Bosquet-Berret (4,58 ha).
3. Concernant les projets d'extension au niveau des entrées Nord et Est de la ville, le nombre d'hectares mentionné sur le document graphique est exact et bien positionné mais les zones d'extension, ne sont pas matérialisées et de fait, elles se situent sur des secteurs qui sont impactés par des « terres agricoles de qualité à préserver sur le long terme » ce qui pourrait entraîner un problème d'interprétation.
4. La zone 2AU du quartier Saint Martin Sud est intégrée à l'enveloppe urbaine or en réalité, elle n'est pas encore construite et devrait plus être considérée comme un secteur stratégique pour l'urbanisation en extension.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 24 septembre 2019.

Claudine PRAT : L'élaboration de ce SCoT qui est le fruit d'un grand et long travail a été validé par l'agglo. Peut-être dans les réserves formulées pour Bagnols aurait-il été bon de signaler que les hypothèses retenues pour le développement de la population de Bagnols paraissent trop optimistes. De même avec les hypothèses d'installations d'entreprises avec l'abandon du projet ASTRID. Donc, j'é mets quelques réserves sur la réalisation des ambitions. D'autre part, le SCoT et la validation sont fortement liés au PLU. L'année dernière une modification du PLU a été engagée, il y a eu une enquête publique et un rapport d'enquête donc normalement pour terminer il devrait y avoir une délibération du conseil. Je voudrais simplement savoir si c'est prévu ?

Jean-Yves CHAPELET : C'est prévu dans un prochain conseil. Quand on est le 1^{er} magistrat d'une ville, il faut se lever tous les matins en disant « Je suis optimiste ». Mais, je suis un optimiste réaliste et quand on regarde les chiffres, nous n'avons pas à rougir. Ce n'est pas un pourcentage qui est important, ce qui est important c'est la vision politique. Il ne faut pas se comporter en comptable sinon on manque d'ambition. C'est ce que j'essaie de vous expliquer depuis le début, la vision politique c'est l'opération « Cœur de Ville », c'est l'alignement des planètes, il faut se battre tous les jours.

Claudine PRAT : Je vous rejoins tout à fait pour moi aussi l'ambition politique n'est pas forcément sur le nombre et le pourcentage d'augmentation mais sur la qualité de Bagnols et toutes les précédentes questions ont travaillé sur la qualité de Bagnols.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 24 est adoptée à l'unanimité.

Question supplémentaire

Rapporteur : **Jean-Yves CHAPELET**

Objet : **Vœu sur le maintien des services de la DDFIP à Bagnols-sur-Cèze**

Le Directeur départemental des finances publiques a présenté un projet de réorganisation de ses services.

Si nous comprenons la nécessité de rationaliser la dépense publique, le territoire que nous représentons, qui est la 3^{ème} agglomération du Gard et le 2^{ème} pôle industriel d'Occitanie, ne peut accepter le projet présenté.

Les élus du Conseil municipal de Bagnols-sur-Cèze demandent :

- le maintien du service aux entreprises et aux particuliers de Bagnols-sur-Cèze,
- le maintien des services de la trésorerie de Pont-Saint-Espirit.

Jean-Yves CHAPELET : J'ai reçu le Directeur de la DDFIP du Gard suite à la mise en œuvre d'une réforme profonde voulue par l'État sur la disparition annoncée de certaines trésoreries. Dans le cadre du dispatching des services de la DGFIP, il s'avère que certaines petites trésoreries ainsi que celle de Pont-Saint-Espirit sont appelées à revenir sur Bagnols alors que le taux de fréquentation de la trésorerie de Pont-Saint-Espirit est important et donc je partage l'avis et l'inquiétude de mon homologue de Pont-Saint-Espirit qui ne voit aucune raison à son transfert. Donc, voici la situation de la trésorerie de Bagnols qui du fait du transfert des petites trésoreries des villages environnants et de la trésorerie de Pont-Saint-Espirit ne subirait pas de baisse d'activité mais tout de même la raison du transfert du service aux entreprises à Uzès m'échappe. Tout d'abord, si Uzès était dans le Gard rhodanien quand nous avons créé le SCoT nous aurions mis Uzès à l'intérieur mais quand on prenait tous les critères d'identité de ce territoire ce n'était pas faisable par rapport à un défaut d'appartenance au Gard rhodanien. Nous le disons tous, que ce soit la conseillère régionale ou le député, le Gard rhodanien est le 2^{ème} pôle industriel de l'Occitanie et donc les entreprises ont accès et ont besoin de ce service aux entreprises. Je ne vois pas quelle est la valeur ajoutée de ce transfert à Uzès ? Monsieur le Directeur de la DDFIP du Gard m'explique que tout se fait par internet. Soit, mais il est inutile de déplacer du personnel pour travailler sur internet, ça peut tout aussi bien se faire à Bagnols. Tout ne m'échappe pas mais ça oui. Donc, je vous sou mets ce vœu non pas sur un fond généraliste de la réforme mais sur son application territoriale.

Claudine PRAT : Pour approuver ce que vous venez de dire on peut difficilement vouloir développer l'économie locale et en même temps transférer le service aux entreprises d'autant que c'est un service qui fonctionne bien et que l'on est particulièrement bien reçu dans les services dédiés aux entreprises.

Serge ROUQUAIROL : De plus, l'accessibilité du centre d'Uzès n'est pas évidente.

Claude ROUX : Malgré internet, nous sommes souvent appelés à nous y rendre pour signer un papier, pour donner ou recevoir une explication. A titre personnel, nous sommes allés ma fille et moi signer le registre et rencontrer une responsable pour leur apporter notre soutien.

Jean-Yves CHAPELET : Je vous remercie de votre soutien pour le personnel de la DGFIP. Je sou mets cette motion au vote.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La motion est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **25**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Communication des décisions du Maire du n° 16/2019 au n° 23/2019**

N° 16/2019 : Convention avec la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien pour le financement des travaux entrant dans les fonds de concours 2018.

N° 17/2019 : Marché de service concernant la maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du centre culturel de la ville de Bagnols-sur-Cèze.

N° 18/2019 : Emprunt de 1 000 000 € auprès du Crédit Agricole LR pour le financement des investissements 2019 du budget principal.

N° 19/2019 : Bail précaire avec la SCI Sellens Frères pour un local situé au 28 rue Fernand-Crémieux dans le cadre de l'animation « La Rue des Arts ».

N° 20/2019 : Bail précaire avec M. CARION pour un local situé au 23 rue Fernand-Crémieux dans le cadre de l'animation « La Rue des Arts ».

N° 21/2019 : Fixation des tarifs pour les spectacles de la programmation culturelle du 2^{ème} semestre 2019.

N° 22/2019 : Emprunt de 1 000 000 € auprès de la Caisse d'Epargne du LR pour le financement des investissements 2019 du budget principal.

N° 23/2019 : Signature d'un contrat de mise à disposition d'un module de gestion des marchés avec la société PilotParc.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à : **12 h 10.**

Le Maire
Jean-Yves CHAPELET